

ARRETE DU MAIRE N° 2026-6.1-401

Objet : Réglementation du stationnement urbain – Zones bleues et jaunes

Le Maire de Tullins,

- Vu les articles L2213-2, L2213-3 et L2213-6 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu les articles R417-3, R417-6 et R417-12 du Code de la route,
- Vu l'article R610-5 du Code pénal,
- Vu les articles L511-5 à L546-7 du Code de la sécurité intérieure,
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,
- Vu le décret n°2007-1503 du 19 octobre 2007 relatif au dispositif de contrôle de la durée du stationnement urbain et modifiant le Code de la Route,
- Vu l'arrêté ministériel du 6 décembre 2007 relatif au modèle type de disposition de contrôle de la durée de stationnement urbain,
- Vu l'arrêté n° 2024-6.1-497 du 25 octobre 2024 portant réglementation du stationnement urbain – Zones bleues et jaunes,
- Considérant que devant l'augmentation croissante du parc automobile, la réglementation des conditions de stationnement des véhicules le long des voies répond à une nécessité d'ordre public,
- Considérant que les usagers des commerces de Tullins, centre-bourg et secteur de Fures, rencontrent des difficultés à trouver des places de stationnement pour une durée limitée,
- Considérant la nécessité de réglementer la durée du stationnement dans le temps,
- Considérant qu'afin d'assurer la sûreté et la commodité de passage des usagers sur le domaine routier public, il convient de réglementer le stationnement,
- Considérant qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de Police municipale de prendre toutes les mesures propres, afin d'assurer le bon ordre, il y a lieu de réglementer le stationnement sur la commune,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté du Maire n° 2024-6.1-497 du 25 octobre 2024 portant réglementation du stationnement urbain – Zones bleues et jaunes est abrogé.

Article 2 : Des places de stationnement réglementé sont instaurées à titre gratuit et à durée limitée du **lundi au samedi de 8h00 à 19h00**. Elles sont matérialisées par des places de stationnement délimitées en bleu ou en jaune et se situent :

- D153 - rue de la République,
- Parking rue du Couvent,
- Place des Allobroges,
- Rue Pasteur,
- Rue Bayard,
- Place de l'Eglise,
- Rue Jules Cazeneuve,
- Parking rue Maurice Porte,
- D1092 - rue Aristide Briand,
- Place Jean Jaurès, parking devant la Poste et le Crédit Agricole,
- Rue Porte de Saint Quentin,
- Rue Victor Hugo,
- Parking de la Maison de la Petite Enfance,
- D1092 - boulevard Michel Perret, au droit du n° 70, entre le n° 103 et le n°105, entre le n° 137 et le n° 143,
- D1092 - avenue du 11 novembre entre la Gare et la rue Pierre et Marie Curie,
- Avenue de la Gare entre le n° 60 bis et le n° 64,
- D1092 - route de Grenoble au droit du numéro 18,
- D45 - route de Renage au niveau de l'intersection avec la D1092 - route de Grenoble.

Article 3 : Des places de stationnement réglementées sont instaurées à titre gratuit et à durée limitée du **lundi au samedi de 8h00 à 19h00 et le dimanche de 08h00 à 13h00**. Elles sont matérialisées par des places de stationnement délimitées par des bornes de stationnement et se situent :

- D153 - avenue Pierre Bérégovoy,
- Place Docteur Valois.

Article 4 : Dans ces zones, les automobilistes doivent apposer un disque réglementaire de contrôle de la durée du stationnement conforme au modèle européen. Ce disque doit être apposé sur le tableau de bord du véhicule et visible de l'extérieur par les agents chargés du contrôle. Il fait apparaître l'heure d'arrivée.

Article 5 : La durée du stationnement est limitée à :

- 1h30 sur les emplacements délimités en bleu,
- 30 minutes sur les emplacements délimités en jaune ou par des bornes de stationnement

Article 6 : Le stationnement d'un véhicule pendant une durée supérieure à 24h dans les zones définies aux articles 2 et 3 est considéré en stationnement abusif. A ce titre, le véhicule peut faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais du propriétaire.

Article 7 : Est assimilé à un dépassement de durée, le fait de porter sur celui-ci des indications horaires inexacts ou de modifier ces informations alors que le véhicule n'a pas été remis en circulation.

Article 8 : Dans ces zones, le stationnement est interdit hors emplacement matérialisé.

2026-436

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux stationnements réservés à l'usage exclusif des transports de fonds, des véhicules munis de la carte mobilité inclusion et des véhicules taxi en service, qui font l'objet d'arrêtés spécifiques.

Article 10 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée, poursuivie et sanctionnée conformément aux réglementations en vigueur.

Article 11 : Conformément à l'article R 421-1 à R421-7 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 12 : Le présent arrêté est transmis à Madame la Préfète de l'Isère.

Article 13 : Monsieur le Maire de Tullins, Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Isère, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Tullins, et la Police Municipale de Tullins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 4 août 2026

Le Maire

The image shows a blue circular official stamp of the 'MAIRIE DE TULLINS (ISERE)'. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'JP VIALAT'.

Jean-Philippe VIALAT